BULLETIN MENSUEL

F. REIDE, 10, rue de Solférino
CCP : Paris 13.922-66

10, Rue de Solférino, 10
Tél. : SUF. 21-38

Bulletin d'information

du Syndicat C.G.T. des Personnels Techniques et Administratifs du Centre National de la Recherche Scientifique

N° 70 - Novembre 1964

SOMMAIRE

1 - Nos revendications
2 - Le Congrès des Chercheurs
3 - Manifestations des secteurs public et nationalisé
4 - Préparation des Commissions d'avancement 1965.
5 - Les élections au CAES
6 - Activités de Province

NOS REVENDICATIONS

Depuis le 17 juin, aucune assemblée générale du personnel n'avait été convoquée, tant sur le plan de la défense du CNRS que sur celui de notre plateforme.

Répondant à l'appel de l'Inte rsyndicale, les techniciens et administratifs de la région parisienne sont venus en grand nombre mercredi 18 novembre rue de Solférino, pour faire le point de la situation.

Un bref historique de notre plateforme a été fait, rappelant que le projet déposé par le CNRS à l'Education Nationale n'est qu'une étape, ou plutôt qu'un acompte sur nos revendications, et que, par conséquent, il est loin de nous donner pleinement satisfaction. Il a été confirmé que le dossier est depuis septembre dans les "bureaux du Ministère de l'Education Nationale", et qu'aucun examen sérieux de celui-ci n'a été entrepris. Les représentants de l'Intersyndicale nous ont fait le compte-rendu de l'entrevue qu'ils ont eue avec M. BENOIT (adjoint de M. BLANCHARD à l'Education Nationale).

Comme nous l'avons annoncé dans notre précédent bulletin imprimé, rien de positif n'a été révélé à l'Intersyndicale au cours de cette entrevue. Ce n'était qu'une manoeuvre supplémentaire pour nous faire patienter.

En fait depuis, appliquant les décisions de notre dernier Conseil National, un certain nombre de laboratoires ont envoyé au Ministère de l'Education Nationale des motions rappelant que notre patience a des limites. On peut penser que toutes les motions ne sont pas étrangères au fait que, brusquement, M. BLANCHARD (Directeur du Budget et des Affaires Financières à l'Education Nationale) ait convoqué l'Intersyndicale pour le 30 novembre.

Après toutes ces informations, l'Assemblée a discuté les propositions d'action :

- l'Intersyndicale, émanation de l'ensemble du personnel, doit se présenter chez M. BLANCHARD avec l'appui de tout le personnel, et son interlocuteur doit le savoir et le sentir.

En conséquence, il faut que les divers établissements fassent parvenir à l'Education Nationale des lettres exprimant la volonté du personnel de voir :

1°) que les textes soient transmis intégralement aux Finances
2°) que cette entrevue ne soit pas inutile et qu'à son issue, l'Intersyndicale connaisse la position de l'Education Nationale.

Il faut également mentionner dans ces lettres la décision prise par l'Assemblée Générale du 18 novembre de se réunir à nouveau le 1er décembre pour examiner la situation.

La discussion qui suivit a montré combien le désir est grand de sortir de notre immobilisme, et de faire aboutir ces textes. Tous les Camarades qui ont pris la parole se sont exprimés dans ce sens, et l'Assemblée y a souscrit.

Une collaboration plus étroite avec les Chercheurs a été envisagée. Rappelons à ce propos, qu'à l'issue du récent congrès des Chercheurs, on peut penser que nos relations avec eux seront plus étroites que par le passé. Aussi, l'Intersyndicale a été mandatée pour reprendre contact avec les chercheurs afin que les efforts pour la Défense de la Recherche ne soient pas "lettre morte". Pour notre part, nous n'y manquerons pas ; lutter pour l'amélioration de nos conditions de travail et de nos carrières, c'est lutter pour le développement de notre cadre techniciens, c'est le rendre plus large et plus fort, c'est finalement lutter pour la défense du CNRS et de la Recherche Scientifique.

A l'issue de l'Assemblée et à l'unanimité a été votée la motion suivante :

Les Personnels techniques et administratifs du C.N.R.S.
réunis en Assemblée Générale le mercredi 18 novembre 1964 -
10, rue de Solférino

Constatent : qu'aucune information concrète n'a été donnée à l'Intersyndicale par le Ministère de l'Education Nationale sur l'avancement de l'étude du dossier de modifications de leur statut.

Enregistrent : que Monsieur BLANCHARD recevra l'Intersyndicale le lundi 30 Novembre à 15 heures.

Demandent : que des renseignements très précis soient donnés à l'Intersyndicale le 30 Novembre par Monsieur BLANCHARD.

Insistent : pour que les modifications de statut proposées par le C.N.R.S. soient transmises en totalité par l'Education Nationale aux Finances.

Décident : d'une Assemblée Générale d'Information pour le mardi 1er Décembre au cours de laquelle ils examineront les réponses de l'Education Nationale et prendront les décisions qui s'imposeront.

LE CONGRES DES CHERCHEURS

Le Syndicat National des Chercheurs Scientifiques a te nu son Congrès les 13, 14 et 15 novembre à Gif-sur-Yvette.

Les travaux du Congrès de nos Camarades Chercheurs ne peuvent nous laisser indifférents, car, sur les problèmes de défense du CNRS et de la Recherche Scientifique, les Chercheurs sont l'un des éléments importants.

Cette année, tout en étant invités à adresser un fraternel salut à nos Camarades, nous avions été conviés à assister largement à leurs travaux et à participer, avec voix consultative, aux Commissions de travail chargées d'élaborer les résolutions du Congrès.

Notre Syndicat a répondu avec sérieux à cette invitation, et c'est ainsi que dix de nos militants ont participé aux travaux des Commissions. Notre Camarade DUPRE

au nom du Bureau National est intervenu, apportant notre contribution aux débats.

La collaboration entre nos deux organisations est déjà un fait acquis dans des commissions intersyndicales, à la commission du Ve Plan, où nos positions sont souvent identiques. C'est donc avec satisfaction que nous voyons se renforcer les liens qui unissaient nos deux Syndicats.

Devant les attaques répétées contre le CNRS, menaçant par cela même son existence, nos deux Syndicats se sont retrouvés à plusieurs reprises au coude à coude dans différentes actions. Le plus récent de ces mouvements a été l'Assemblée de la Mutualité du 17 juin dernier pour dénoncer le scandaleux budget 1965 du CNRS.

Si nous sommes d'accord pour dire que l'action menée à cette époque a été réussie, nos points de vue divergent quant à l'appréciation des résultats. Nous pensons que, malgré les postes obtenus, d'ailleurs au prix de quel marchandage (un million de crédits alloués pour les créations de postes, mais trois millions en moins de crédits d'équipement), le budget du CNRS reste très insuffisant. Il aura des conséquences graves sur la Recherche et les travailleurs du CNRS (pour les Chercheurs, passage attaché-chargé mis en cause, pour les techniciens, avancements compromis du fait de l'insuffisance des postes créés et de l'absence de postes nouveaux dans les catégories supérieures).

Nous pensons que ce n'est pas être pessimiste de voir les dangers qui menacent le CNRS. Nous prenons toutes nos responsabilités pour dire qu'il est encore temps d'agir, qu'une bataille doit s'engager rapidement; l'avenir scientifique de notre pays en dépend.

Ces différents points de vue ont été développés par notre Camarade DUPRE lors de son intervention ; nous en reparlerons plus en détail dans un prochain article de notre journal imprimé en décembre.

MANIFESTATIONS DES SECTEURS PUBLIC ET NATIONALISE

Le gouvernement persiste dans son attitude intransigeante tant à l'égard des personnels du secteur public que du secteur nationalisé :

- Pour la Fonction publique, reniant ses engagements quant à l'aménagement et au développement de la grille indiciaire, à la revalorisation du traitement de base, à la situation des auxiliaires et des catégories C et D de fonctionnaires, le gouvernement désire s'en tenir à la décision d'une augmentation moyenne de 2% de la masse des salaires au cours de l'année (2% en avril et 2% en octobre 1965). Cette décision, prise une fois pour toutes, fait abstraction de l'évolution réelle du coût de la vie et de celle des rémunérations des autres secteurs.

- Pour le secteur nationalisé, les réunions des "Commissions Grégoire" chargées de "constater" les hausses de salaires intervenues en 1963 et 1964, et non de chiffrer le retard de 1963 - dont parlait M. POMPIDOU en septembre dernier, ont confirmé qu'il ne s'agissait en fait, pour le Gouvernement que d'un moyen de lanterner les organisations syndicales et de gagner du temps.

En conséquence, les fédérations CGT, CFDT, CFTC, CGC du secteur nationalisé ont décidé (communiqué du 16 novembre) "d'organiser, dans un délai réduit, une action progressive et continue".

Il s'agit en première étape de manifestations de rue (l'étape suivante étant une suite d'actions de grèves dont la première pourrait se situer vers la mi-décembre) destinées à alerter l'opinion publique, manifestations qui auront lieu à Paris et dans les grandes villes de province vraisemblablement le 2 décembre et auxquelles sont invités à participer "tous les salariés dont la rémunération dépend de la politique autoritaire du gouvernement".

L'UGFF a déjà décidé d'appeler ses organisations à participer à ces premières manifestations qui répondent au désir de lutte unie et d'ensemble de tous les personnels, et de contacter les autres fédérations pour obtenir un appel unitaire au niveau du secteur public. D'ores et déjà au moment où ces lignes sont écrites, la CFDT a pris la même position que l'UGFF.

Nous demandons donc à nos camarades d'être attentifs à tous les mouvements qui seront organisés par les secteurs public et nationalisé et de prendre toutes les initiatives nécessaires pour que les agents du CNRS y participent dans l'unité la plus large.

PREPARATION DES COMMISSIONS D'AVANCEMENT 1965

Dans l'article "Défendez vos droits à l'avancement" de notre précédent bulletin (n° 69 - octobre 1964), DUPRE a rappelé l'importance du dossier syndical qui fournit à nos représentants les renseignements précis, indispensables pour défendre efficacement nos adhérents et les non-syndiqués qui font confiance à notre syndicat.

Le questionnaire de renseignements annuels destiné à mettre à jour ces dossiers pour les Commissions 1965, et dont le verso doit être la copie de la feuille de notation, a été adressé à chaque adhérent (feuille rose). Nous insistons pour qu'il nous soit retourné, même si l'intéressé ne se croit pas promouvable cette année, et ceci le plus vite possible.

Le nombre de dossiers dont nous avons la charge est en effet devenu considérable. Il prouve la prospérité et l'audience de notre syndicat mais en contrepartie il impose, avant la tenue des Commissions, un important travail de préparation.

Nous pensons que nos Camarades s'efforceront de faciliter notre tâche en nous envoyant rapidement (de préférence groupés pour les sections) les questionnaires de renseignements annuels ainsi que le maximum de renseignements et, dans la mesure du possible, la copie du rapport du patron lorsqu'une demande de changement de catégorie est présentée.

LES ELECTIONS AU CAES

Les élections du Conseil d'Administration du C.A.E.S. vont avoir lieu. Notre Syndicat présente des candidats à ces élections sur une liste Intersyndicale CGT, CFDT, FO, des Techniciens et administratifs du C.N.R.S.

En conséquence nous vous appelons à voter et faire voter pour les candidats ayant la mention "Intersyndicale" en face de leur nom. En voici la liste :

Titulaires	Suppléants
M. BERNARDIN Henri	Mme MASSARD Yvette
M. GABORIAU Georges	M. MONBLUS René
M. GREBER Serge	M. REGNIER Maurice
M. HILAIRE Georges	Mme TOULON Jacqueline
M. MARANDON Roger	
M. ROUGIER Gilberte	

Dans cette liste établie d'un commun accord figurent nos camarades HILAIRE, GREBER, MONBLUS.

Vous recevrez les bulletins de vote avec les feuilles de paye de novembre. Pour être valable le bulletin de vote ne doit pas comporter plus de noms que de

candidats à élire. La cloture du vote aura lieu le 18 décembre. Si vous pouvez grouper les enveloppes de vote, faites un envoi collectif.

ECHOS DE LA PROVINCE

Bon départ cette année dans nombre de nos sections de province. Nous regrettons de ne pouvoir citer, dans le détail, toutes les initiatives.

CAEN - Depuis la rentrée, nos camarades de Caen ont contacté à diverses reprises tous les agents du CNRS, sous forme de tracts ou de réunions mensuelles. Le 6 novembre, ils organisaient une Assemblée Générale du personnel avec la venue du Camarade SCHATTE, membre du bureau national. 50% du personnel a pu ainsi s'informer et discuter sur les problèmes généraux ainsi que sur le statut et les avancements.

LYON - La section lyonnaise a, depuis la rentrée, étendu son activité sur divers plans: revendicatif, social, éducatif. La bataille des élections au CASIC (CAES local) a été menée avec succès : 2 élus CGT, (au lieu d'un) sur 7 postes à pourvoir.

Le 18 novembre, avec la participation du camarade HILAIRE membre du Conseil National, et suppléant au Conseil d'Administration du CAES, deux réunions ont été organisées, l'une réservée aux adhérents, l'autre à tout le personnel convoqué par l'Intersyndicale et le Syndicat des chercheurs sur les problèmes des Oeuvres sociales.

D'autre part, les 4 et 5 Décembre, dans le cadre d'une école syndicale de l'U.D. une journée d'étude sera organisée avec la participation du Camarade CHANCONIE, Secrétaire général de notre syndicat. Au programme de cette école, une partie sera réservée aux questions techniques et statutaires, une autre aux problèmes plus généraux, tels le 5ème Plan et la Recherche Scientifique. Nos Camarades font des démarches auprès de la Direction du laboratoire pour obtenir l'autorisation d'ouvrir cette école le Vendredi après-midi.

MONTPELLIER - La section passe de 11 à 16 adhérents avec la perspective d'atteindre la vingtaine à la reprise des Cartes dont la date se trouve déjà arrêtée au 13 Janvier · Ces résultats proviennent d'une très bonne organisation, avec décentralisation de la section, détachant un Camarade dans chaque Laboratoire pour assurer la coordination entre les agents et le Syndicat.

TOULOUSE - Le 14 Octobre, une Assemblée avec la participation du Camarade DUPRE, membre des commissions d'avancement, permettait un large débat avec l'ensemble des agents du CNRS sur les multiples questions les intéressant. Le lendemain, une permanence était assurée pour apporter toutes les réponses qu'exigeaient les nombreuses questions qui étaient posées sur le plan individuel. Depuis cette réunion, nos Camarades de Toulouse nous ont annoncé 8 adhésions nouvelles.

Ces quelques exemples sont très encourageants pour nos reprises de cartes et aussi, pour les prochaines grandes actions que nous aurons à mener.

Edité par nos soins - 10 rue de Solférino - PARIS VII° - Le Directeur F. REIDF